Les conséquences économiques de la séparation

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

La perte du marché commun

La séparation mit fin à l'espoir sur lequel reposait la stratégie industrielle de 1959. Singapour perdit la perspective d'un marché commun d'environ 12 millions d'habitants, sur lequel ses planificateurs comptaient depuis 1959. En pratique, la perte fut moindre que ce chiffre ne le laisse penser, car le marché commun n'avait jamais été mis en œuvre. Goh Keng Swee avait conclu dès la période de la fusion que ses avantages étaient moins substantiels qu'il ne l'avait cru.[1]

Lee illustra ce déséquilibre le jour de la séparation. Les pneus Dunlop fabriqués à Petaling Jaya entraient à Singapour en franchise de droits, tandis que les pneus Bridgestone fabriqués à Jurong se heurtaient à un contingent dans la Fédération. En termes de pouvoir d'achat, soutenait-il, Singapour représentait environ 40 % du marché combiné contre 60 % pour la péninsule, alors que sa population n'en constituait qu'un quart.[2] Il en concluait que toute coopération économique future exigerait une contrepartie.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

La dépendance à l'égard de la Malaya n'en était pas moins réelle, comme Lee le montra au cours de la même conférence. Il estimait qu'environ 24 % du commerce de Singapour se faisait avec la Malaya et 4 à 5 % de plus avec le Sabah et le Sarawak, tandis que son eau venait du Johor. Il relevait aussi que les bases britanniques coûtaient environ 400 millions de dollars par an, alors que le budget annuel de Singapour n'était que d'environ 120 millions de dollars.[3] Ces chiffres définissaient le problème économique du nouvel État : il avait besoin de ses voisins pour le commerce et l'eau et ne pouvait pas financer sa propre défense.

Croissance, commerce et chômage

Les comptes nationaux officiels font clairement apparaître les chocs de ces années. En dollars chaînés de 2015, le PIB réel passa de 10 463,5 millions de dollars en 1963 à 10 138,8 millions de dollars en 1964, soit une contraction d'environ 3,1 %. Il remonta à 10 933,1 millions de dollars en 1965 et à 12 046,1 millions de dollars en 1966, soit une croissance d'environ 7,8 et 10,2 %.[4] Des estimations plus anciennes situent le recul de 1964 à environ 4 %, un écart qui reflète probablement des révisions ultérieures des comptes nationaux.[5]

La composition du recul montre où la Confrontation frappa. Le commerce de gros et de détail, secteur des négociants d'entrepôt, vit sa production passer de 2 006,6 millions de dollars en 1963 à 1 595,2 millions de dollars en 1964, soit une baisse d'environ un cinquième. L'industrie manufacturière progressa la même année de 1 365,3 à 1 407,7 millions de dollars, et la finance et l'assurance de 234,2 à 253,9 millions de dollars. Le commerce total de marchandises recula d'environ 7,75 milliards de dollars en 1963 à environ 6,25 milliards de dollars en 1964, une baisse attribuée à la suspension des échanges avec l'Indonésie.[6]

Entre 1960 et 1965, le PIB réel progressa à un taux annuel composé de 5,7 % selon le récit historique du gouvernement lui-même. Quelque 21 000 emplois furent créés dans l'industrie manufacturière pendant la fusion. Le chômage resta néanmoins à deux chiffres, ce qui inquiétait un gouvernement confronté à une population active en forte croissance. La population atteignait 1 886 900 habitants en 1965. La

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

séparation survint donc à un moment où l'économie avait commencé à se remettre de la Confrontation, tandis que le marché du travail ne parvenait toujours pas à absorber une population jeune.[7]

La souveraineté fiscale

La séparation rendit à Singapour l'intégralité de son assiette fiscale. La contribution de 40 % des impôts nationaux au gouvernement fédéral prit fin avec l'abrogation de l'annexe J. Le gouvernement put aussi revenir sur les impôts fédéraux auxquels il s'était opposé. Lee annonça le 9 août 1965 que la taxe sur le chiffre d'affaires serait abrogée sur-le-champ et que la taxe sur les salaires serait remplacée, le cas échéant, par une cotisation à un régime d'assurance chômage.[8]

La souveraineté fiscale apportait de nouvelles charges, puisque Singapour devait désormais financer sa propre défense et son service diplomatique, dont Lee avait illustré le coût par les chiffres des bases britanniques. Elle conférait aussi la pleine maîtrise des incitations fiscales. Le statut de pionnier (pioneer status), que les autorités fédérales avaient accordé avec tant de parcimonie, devint un instrument du seul gouvernement de Singapour. Le chapitre III de la présente partie montre comment l'EDB l'utilisa pour attirer des industriels étrangers, et le chapitre IV comment cette même liberté rendit possible la concession fiscale de 1968 qui donna naissance au marché du dollar asiatique (Asian Dollar Market).

La souveraineté monétaire

La conséquence financière la plus durable de la séparation concernait la monnaie. Singapour et la Malaisie partageaient encore le dollar de Malaya et du Bornéo britannique, émis par un currency board commun et rattaché à la livre sterling au taux de deux shillings et quatre pence. Après la séparation, la monnaie malaisienne projetée aurait été une monnaie étrangère à Singapour. Le ministre des Finances de Singapour, Lim Kim San, proposa donc dès octobre 1965 une monnaie commune et écrivit le 8 novembre 1965 à Tan Siew Sin pour suggérer soit un currency board, soit une banque centrale commune.[9]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Les négociations portèrent sur la propriété des réserves. Bank Negara Malaysia rejeta le currency board comme anachronique et proposa que les réserves de Singapour soient détenues sur des comptes séparés. Le projet d'accord aurait privé Singapour de la propriété et du contrôle incontestables de ses réserves. Le 4 août 1966, Lim écrivit que Singapour « ne confierait jamais ses réserves à un organisme placé sous le contrôle d'un gouvernement étranger ». Le 17 août 1966, les deux gouvernements annoncèrent qu'ils auraient des monnaies séparées à compter du 12 juin 1967.[10]

À cette date, l'union monétaire prit fin, la Malaisie, Singapour et le Brunei commençant à émettre leurs propres monnaies. Un Currency Interchangeability Agreement maintint l'interchangeabilité des trois monnaies au pair jusqu'à ce que la Malaisie s'en retire avec effet au 8 mai 1973. Le Brunei et Singapour ont maintenu cette interchangeabilité jusqu'à ce jour. Singapour choisit de conserver un currency board, dont le chapitre V de la présente partie retrace l'histoire avec la fondation de la Monetary Authority of Singapore. L'insistance à détenir ses réserves en pleine propriété devint le point de départ de la gestion des réserves examinée au chapitre I de la partie D.[11]

De l'arrière-pays au monde

La conséquence la plus profonde de la séparation fut stratégique. Depuis le XIXe siècle, Singapour vivait comme le port d'un arrière-pays, d'abord l'archipel, puis la Malaisie britannique. La fusion avait été une tentative d'assurer cet arrière-pays au moyen d'une constitution fédérale. Son échec contraignit le gouvernement à chercher au-delà de la région des marchés, des capitaux et des technologies.

Lee énonça le principe le jour de l'indépendance : Singapour devait commercer « avec tous les pays du monde disposés à nous laisser être nous-mêmes ».[12] La stratégie industrielle changea en conséquence. Les usines produiraient désormais pour l'exportation, financées par l'investissement direct étranger et soutenues par l'État. Le secteur financier suivit la même logique. Un marché des dollars offshore dans le fuseau horaire asiatique, créé en 1968 et examiné au chapitre IV de la

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

présente partie, n'avait besoin d'aucun arrière-pays. Il lui fallait une monnaie stable, un système juridique fiable et un gouvernement disposé à accorder des incitations fiscales. Singapour maîtrisait désormais seul chacun de ces éléments.

Notes

1. SG101 (Government of Singapore), « 1959–1965: Early Economic Strategies » (consulté en novembre 2026) : la fusion devait créer un marché combiné d'environ 12 millions d'habitants. SG101, « 1959–1965: Early Economic Strategies » (consulté en novembre 2026) : les avantages du marché commun « were not as substantial as he once believed », selon la conclusion de Goh Keng Swee. ↩
2. Lee Kuan Yew, conférence de presse du 9 août 1965, p. 13–14 : « Dunlop tyres from Petaling Jaya come to Singapore free » ; « Bridgestone tyres made in Jurong can't go to the Federation because I think there's a quota restriction » ; en pouvoir d'achat, « we are 40 per cent, they are 60 per cent ». ↩
3. Lee Kuan Yew, conférence de presse du 9 août 1965, p. 2–3 : « Our water supply comes from Johore. Our trade … I think about 24 per cent – with Malaya, and about 4 to 5 per cent with Sabah and Sarawak » ; bases : « comes to about $400 million a year, and Singapore's annual budget is only about $120 million ». ↩
4. Singapore Department of Statistics, Table Builder, « Gross Domestic Product In Chained (2015) Dollars, By Industry (SSIC 2020), Annual » (tableau M015721, consulté en novembre 2026) : PIB de 10 463,5 millions de dollars (1963), 10 138,8 millions de dollars (1964), 10 933,1 millions de dollars (1965) et 12 046,1 millions de dollars (1966) ; taux de croissance calculés par l'auteur. ↩
5. Alvin Tan, « Konfrontasi », *BiblioAsia*, janvier–mars 2024, citant Cheng Siok Hwa : « GDP fell by 4 percent » en 1964, avec une reprise en 1965. ↩
6. Singapore Department of Statistics, tableau M015721 (consulté en novembre 2026), dollars chaînés de 2015 : commerce de gros et de détail 2 006,6 millions de dollars (1963), 1 595,2 millions de dollars (1964), 1 649,0 millions de dollars

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

(1965) ; industrie manufacturière 1 019,3 millions de dollars (1960), 1 365,3 millions de dollars (1963), 1 407,7 millions de dollars (1964), 1 573,6 millions de dollars (1965) ; finance et assurance 234,2 millions de dollars (1963), 253,9 millions de dollars (1964), 279,1 millions de dollars (1965). Wikipedia, « Singapore in Malaysia » (consulté en novembre 2026) : le commerce total diminua de « $7.7535 » (1963) à « $6.2498 » (1964), baisse attribuée à la suspension des échanges avec l'Indonésie (la notation des unités dans l'article est défectueuse ; l'ordre de grandeur est le milliard de dollars) ; Singapore Department of Statistics, tableau M451001 (« Merchandise Trade By Commodity Section, (At Current Prices), Monthly », consulté en novembre 2026) : le commerce total de marchandises pour les douze mois de 1964 s'élève à 6 255,1 millions de dollars ; le tableau précise que les données antérieures à 2003 excluent le commerce avec l'Indonésie, suspendu en 1964. ↩

7. SG101, « 1959–1965: Early Economic Strategies » (sg101.gov.sg/economy/surviving-our-independence/1959-1965, consulté en novembre 2026) : le PIB réel progressa à un taux annuel composé de 5,7 % de 1960 à 1965 ; quelque 21 000 emplois manufacturiers furent créés ; « the unemployment percentage still hovered in the double digits ». Singapore Department of Statistics, tableau M810001 (consulté en novembre 2026) : population totale de 1 886 900 habitants en 1965. ↩

8. Lee Kuan Yew, conférence de presse du 9 août 1965, p. 5 : « It is the intention of the Singapore Government to revoke the turnover tax forthwith. And, the payroll tax I think will be revoked as payroll tax », éventuellement remplacée par une cotisation « for an unemployment insurance scheme ». ↩

9. GIC, *Bold Vision*, chapitre 2, « Second Separation » (consulté en novembre 2026) : le dollar malais était émis par le Board of Commissioners of Currency of Malaya and British Borneo et « pegged to sterling at the rate of two shillings and four pence » ; le Currency Agreement de 1960 permettait à chaque gouvernement de donner « an 18-month notice to leave the currency board ». GIC, *Bold Vision*, chapitre 2 (consulté en novembre 2026) : Lim Kim San évoqua une monnaie commune « as early as October 1965, just two

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

months after separation » ; le 8 novembre 1965, il écrivit à Tan Siew Sin pour proposer un currency board ou une banque centrale commune. ↩

10. GIC, *Bold Vision*, chapitre 2 (consulté en novembre 2026) : Bank Negara considérait un currency board comme « anachronistic » ; négociations formelles à partir du 10 juin 1966 ; Singapour « was not guaranteed indisputable ownership and control of its reserves » ; lettre de Lim du 4 août 1966. GIC, *Bold Vision*, chapitre 2 (consulté en novembre 2026) : le 17 août 1966, les deux gouvernements annoncèrent que Singapour et la Malaisie « would have separate currencies from 12 June 1967 ». ↩

11. Wikipedia, « Malaya and British Borneo dollar » (consulté en novembre 2026) : « On 12 June 1967, the currency union came to an end » ; le dollar de Malaya et du Bornéo britannique cessa d'avoir cours légal le 16 janvier 1969. GIC, *Bold Vision*, chapitre 2 (consulté en novembre 2026) : les monnaies étaient « fully interchangeable at par value, in all three countries » ; « The agreement lasted till 8 May 1973, when the Malaysian government opted out of it » ; le Brunei et Singapour le maintiennent « till this day ». ↩

12. Lee Kuan Yew, conférence de presse du 9 août 1965, p. 6 : « we ought to trade with every country in the world that is prepared to leave us alone to be ourselves ». ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.